

Minute n° 2014/ 163

RG n° 91-14-000104

LA COMPAGNIE A.

C/

La société E.

EXTRAIT DES MINUTES DU TRIBUNAL D'INSTANCE  
DE PUTEAUX DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE

JUGEMENT DU 8 Septembre 2014  
JURIDICTION DE PROXIMITE DE PUTEAUX

DEMANDEUR(S) :

La compagnie A. représentée par Maître COULON Catherine, avocat au barreau des HAUTS-DE-SEINE.

La société L.F. représentée par Maître COULON Catherine, avocat au barreau des HAUTS DE SEINE.

DEFENDEUR(S) ;

La société E. représentée par Me BEAUMONT Brigitte, avocat au barreau de PARIS.

COMPOSITION DE LA JURIDICTION DE PROXIMITE A L'AUDIENCE DU 23 Juin 2014 :

Président : Bernard THOUVENOT Greffier :

Safia RABIHA

DEBATS :

Audience publique du 23 juin 2014

Délibéré fixé au 08 septembre 2014

DECISION :

contradictoire, en dernier ressort prononcée par mise à disposition au Greffe, le 8 Septembre 2014  
par Bernard THOUVENOT, Président assisté de Safia RABIHA, Greffier.

Copie exécutoire délivrée le : 29/06/2014

à : Maître COULON Catherine, avocat au barreau des HAUTS-DE-SEINE

Copie certifiée conforme délivrée le : 29/09/2014

à : Maître BEAUMONT Brigitte, avocat au barreau de PARIS

## FAITS, PROCEDURE et PRETENTIONS

Par assignation en date du 16 avril 2014, la compagnie A. et la société L.F. représentées par leur avocat, ont donné citation à la société E. afin qu'elle comparaisse devant la juridiction de proximité pour être condamnée à leur payer respectivement, les sommes de 1 055,02 euros et de 135 euros au titre de l'indemnisation de dommages subis par la société L.F. et partiellement remboursés par la compagnie A., ainsi que 1 500 euros aux deux demandeurs par application de l'article 700 du code de procédure civile et les dépens, avec exécution provisoire.

L'assignation a été signifiée à un employé de la personne morale habilité à cet effet, dans les conditions de l'article 654 du code de procédure civile. A l'audience du 26 mai 2014, l'affaire a été renvoyée à la demande de l'avocat de la société E.

A l'audience du 23 juin 2014, où ont eu lieu les débats, l'avocat de la compagnie A. et de la société L.F. a remis les pièces justifiant sa demande, dont notamment, une convocation en date du 29 juin 2011 de la société E. par le cabinet EU. à une expertise du 21 juillet 2011 sur les dommages survenus à la société L.F. à XXXX, consécutifs à une surtension du réseau d'alimentation électrique, le rapport de constatations du cabinet EU., une recommandation du médiateur de l'énergie en date du 9 octobre 2013, une facture de la société P.P. et des échanges de courrier entre la compagnie A. et la société E. exprimant leur désaccord sur les causes du sinistre.

Les requérants exposent que, le 15 mai 2011, une surtension est survenue sur le réseau électrique avant le compteur de la maison appartenant à la société L.F., provoquant des dommages sur la pompe de sa piscine. Le montant du remplacement de cette pompe s'est élevé à 1 190,02 euros et la compagnie A. a indemnisé la société L.F. d'une somme de 1 055,02 euros compte tenu de l'application d'une franchise de 135 euros. Ils produisent les conclusions de la recommandation du médiateur de l'énergie pour établir que la société E. est exclusivement responsable de ce sinistre et allèguent que le préjudice ne pouvait être réparé que par le remplacement de la pompe sans application d'un quelconque coefficient de vétusté.

Le conseil de la société E. a remis un rapport d'expertise du cabinet C. en date du 27 décembre 2011 et un extrait de la norme NFC 15-100 relatifs aux dispositifs de protection des conducteurs actifs contre les coupures de courant.

La société E. considère que les dégâts survenus sur le matériel de la société L.F. proviennent de l'inadaptation du matériel de protection de son équipement, qui n'aurait pu assurer sa mise hors tension conformément aux normes. Elle demande la condamnation de la compagnie A. à lui verser 1 500 euros au titre de l'article 700 du code de procédure civile et à payer les entiers dépens.

## MOTIFS

### Sur la responsabilité

Attendu qu'il ressort du dossier que les représentants de la société E., qui ont été convoqués à une réunion d'expertise des dommages subis par la société L.F. ne s'y sont pas présentés et ont unilatéralement prétendu que, si une rupture de phase était bien survenue de leur fait, il s'agissait d'un aléa technique qui ne générerait pas de dégât sur le matériel alimenté ; qu'ils ont ensuite produit un rapport d'une expertise réalisée le 27 juillet 2011, selon les conclusions duquel la dégradation du moteur de la pompe s'expliquerait par un mauvais équipement de protection de cet appareil, sur lequel un calibre de protection surintensité de surcharge trop élevé aurait été constaté ;

Attendu que le médiateur de l'énergie a estimé que la société E. restait responsable des conséquences de l'incident survenu sur son réseau, dès lors qu'il avait manqué à son obligation contractuelle d'assurer une fourniture d'électricité continue et de qualité, notamment en n'assurant pas une surveillance régulière, et qu'il ne démontrait pas que l'installation électrique de la société L.F. avait contribué à son dommage ; qu'il relève en effet, que les explications de la société E., qui invoque successivement l'impossibilité de dégât du fait d'un tel aléa technique, l'absence d'équipement de protection du matériel endommagé et un mauvais calibrage de cet équipement, sont confuses ; qu'en l'occurrence, le rapport d'expertise du cabinet EU. Précise que l'installation de la société L.F. était conforme, la pompe de sa piscine étant protégée par un relais technique qui était taré sur le courant du moteur et celui-ci n'ayant pu disjoncter puisque ce moteur était en fonction lors de la rupture de phase du réseau ;

Attendu qu'il ressort des recommandations du médiateur de l'électricité que la responsabilité du gestionnaire d'un réseau de distribution dans un dommage électrique peut être recherchée si l'existence d'un incident sur le réseau est avérée et relève d'un manquement du distributeur à son obligation et que la relation de cause à effet entre l'incident sur le réseau et le dommage est, sinon prouvée, du moins plausible ou corroborée par des indices ; qu'en l'espèce, la surtension de courant est due à la vétusté et à la corrosion du réseau, reconnue par la société E., et la relation de cause à effet avec le dommage établie par le rapport d'expertise de l'assurance ;

Attendu qu'au surplus, aux termes de la décision du comité de règlement des différends et des sanctions de la Commission de régulation de l'énergie du 15 décembre 2008, le gestionnaire de réseau public de transport d'électricité est tenu à une obligation de moyens renforcée ; que les conditions générales de vente du distributeur doivent s'interpréter comme faisant peser sur le consommateur uniquement une obligation générale de disposer d'une installation électrique conforme aux normes en vigueur et nullement une obligation de s'équiper d'appareils de protection spécifiques ;

Attendu qu'en conséquence, la pompe de piscine de la société L.F. ayant été en fonctionnement avant la surtension et sa détérioration ayant été constatée immédiatement après le rétablissement de l'alimentation, le lien de cause à effet doit se déduire de l'enchaînement immédiat de ces deux événements.

#### Sur le préjudice

Attendu que, si la compagnie A. fixe la valeur du préjudice à 1 190,02 euros en se fondant sur la facture du remplacement de la pompe, elle ne retient ni les conclusions du rapport du cabinet E.U., qui retient un coefficient de vétusté de 10 %, conduisant à un montant de 1 071, 02 euros, ni encore moins, celles du médiateur de l'énergie, qui retient les prix moyens de produits similaires sur le marché de l'occasion pour l'évaluer à 907, 64 euros ;

Attendu que, le matériel n'étant pas neuf, l'indemnisation à laquelle peut prétendre la société L.F., qui ne peut s'enrichir sans cause, doit être évaluée compte tenu de son état au jour de la réalisation du sinistre ; que, la société L.F. justifiant que son matériel a été remplacé par un équipement neuf, l'indemnisation totale doit ainsi être évaluée à la somme de 1 071,02 euros ;

Attendu que la société E. sera donc condamnée à verser la somme de 936,02 euros à la compagnie A. et la somme de 135 euros, montant de la franchise, à la société L. F. ;

#### Sur les dépens et l'article 700 du code de procédure civile

Attendu que la société E. s'est comportée de façon dilatoire et abusive en refusant de constater les dommages de la société L.F. et d'en discuter les causes ; qu'elle sera donc condamnée à payer la somme de 500 euros à la compagnie A. et la somme de 500 euros à la société L.F. sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile et aux entiers dépens ;

Attendu que l'exécution provisoire est compatible avec la nature de l'affaire ; qu'elle sera donc ordonnée ;

#### **PAR CES MOTIFS**

La juridiction de proximité, statuant par jugement contradictoire et en dernier ressort, par mise à disposition au greffe

CONDAMNE la société E. à payer les sommes suivantes :

- 936, 02 euros (NEUF CENT TRENTÉ SIX EUROS ET DEUX CENTIMES) à la compagnie A., au titre de l'indemnisation du préjudice de la société L.F., dans lequel elle est subrogée ;
- 135 euros (CENT TRENTÉ CINQ EUROS) à la société L. F., au titre de l'indemnisation de la part de son préjudice qui ne lui a pas été remboursée ;

- 500 euros (CINQ CENTS EUROS) à la compagnie A. et  
500 euros (CINQ CENTS EUROS) à la société L. F. au titre de l'article 700 du  
code de procédure civile ;

DEBOUTE la compagnie A. du surplus de ses demandes ;

CONDAMNE la société E. aux entiers dépens ;

ORDONNE l'exécution provisoire de la présente décision.

AINSI JUGE ET MIS A LA DISPOSITION DES PARTIES LE 8 SEPTEMBRE 2014.

Le Greffier



Le Juge



En Conséquence, la République Française mande et ordonne :  
à tous huissiers de Justice sur ce requis de mettre la  
dite décision à exécution  
aux procureurs généraux et aux procureurs de la  
République près les tribunaux de grande instance d'y tenir main ;  
à tous commandants et officiers de la force  
publique d'y prêter main forte, lorsqu'ils en seront légalement requis.  
En foi de quoi, la présente expédition comportant la formule exécutoire certifiée  
conforme à la minute de la dite décision a été signée,  
scellée et délivrée par le  
Greffier en Chef soussigné, le  
Le Greffier en chef

26 NOV. 2015

